

# **BREVET DE TECHNICIEN SUPÉRIEUR INFORMATIQUE DE GESTION**

**SESSION 2011**

## **SUJET**

### **ÉPREUVE E3 : ÉCONOMIE – DROIT**

*Épreuve commune aux deux options*

**Durée : 4 heures**

**coefficient : 3**

**CALCULATRICE NON AUTORISÉE POUR CETTE ÉPREUVE**

**Le sujet comporte 7 pages, numérotées de la page 1/7 à 7/7.  
Dès que le sujet vous est remis, assurez vous qu'il est complet.**

## SUJET

Ce sujet comporte deux parties indépendantes :

- dans la première partie, vous effectuerez un travail méthodologique à partir d'une documentation juridique puis économique,
- dans la deuxième partie, vous présenterez un développement structuré à partir de vos connaissances et de votre réflexion.

<b>PREMIÈRE PARTIE : TRAVAIL MÉTHODOLOGIQUE – (12 points)</b>
---

### 1 – Étude d'une documentation juridique (8 points)

*À partir du document 1,*

- a) Analyser le contrat de travail.
- b) Justifier l'intérêt de l'article 1 alinéa 2 et l'article 11 du contrat.

### 2 – Étude d'une documentation économique (4 points)

*À partir du document 2,*

- a) Identifier les causes de la dégradation du solde des échanges de TIC dans le commerce extérieur de la France.
- b) Situer la place de la Chine dans ces échanges.

<b>DEUXIÈME PARTIE : DÉVELOPPEMENT STRUCTURÉ – (8 points)</b>
---

Les technologies de l'information et de la communication peuvent-elles améliorer les conditions de travail du salarié ?

Entre les soussignés :

La société INFOSYSTEME, dont le siège social est au 15 rue du Paradis 75010 PARIS, représentée par M ANDRE agissant en qualité de Directeur des Ressources Humaines d'une part,

et

M. DUGONNET, demeurant 2 avenue Bergson 92000 Neuilly d'autre part.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

#### **ARTICLE 1**

La société INFOSYSTEME engage M. DUGONNET à compter du 1er février 2011 dans le cadre d'un contrat de travail à durée indéterminée. Le contrat de travail est régi par les dispositions de la convention collective de la métallurgie. [ ... ]

M. DUGONNET s'engage à ne pas travailler pour un autre employeur pendant l'exécution de son contrat.

#### **ARTICLE 2**

M. DUGONNET exercera l'emploi de formateur PGI SAP, statut cadre, position III.  
M. DUGONNET exercera ses fonctions sous l'autorité hiérarchique du DSI.

#### **ARTICLE 3**

En contrepartie de ses fonctions, M. DUGONNET percevra un salaire brut annuel de 42 000 €.

#### **ARTICLE 4**

Le contrat ne deviendra ferme qu'à l'issue d'une période d'essai de trois mois, du 1er février 2011 au 30 avril 2011, renouvelable une fois pour la même durée, conformément aux dispositions de la convention collective applicable. [...]

#### **ARTICLE 5**

En dehors des périodes de présence obligatoire au siège social prévues à l'article 8 de ce contrat, M. DUGONNET travaillera à son domicile, situé au 2 avenue Bergson 92000 Neuilly.

M. DUGONNET travaillera avec le matériel professionnel mis à sa disposition par l'entreprise, selon les modalités prévues à l'article 6. M. DUGONNET accepte expressément cette situation de télétravail.

M. DUGONNET accepte aussi de se déplacer dans toutes les unités du groupe dans le cadre de ses fonctions et de ses différentes missions.

## **ARTICLE 6**

6.1- La société INFOSYSTEME mettra à la disposition de M. DUGONNET les équipements nécessaires au télétravail, en particulier l'ensemble complet des systèmes informatiques (matériels, logiciels, etc.) et des systèmes de communication lui permettant de réaliser ses fonctions. [...] M. DUGONNET s'engage à prendre soin des équipements qui lui sont confiés. [...]

6.2 -La société INFOSYSTEME prend en charge les coûts directement engendrés par le télétravail, en particulier.

6.3 -M. DUGONNET s'engage expressément à ne pas utiliser pour un usage autre que professionnel :

- les équipements mis à sa disposition par l'entreprise ;
- les lignes téléphoniques installées au nom de la société INFOSYSTEME à son domicile et en conséquence, à conserver au moins une ligne téléphonique privée dédiée à son usage personnel.

## **ARTICLE 7**

7.1 -La durée du travail de M. DUGONNET sera gérée selon le système du « forfait en jours » prévue par l'article L.212-15-3 du Code du travail. [...] En vertu de l'accord d'entreprise, le nombre de jours travaillés est de 218 jours ouvrés par an. M. DUGONNET bénéficiera de congés payés annuels dans les conditions prévues par la convention collective.

7.2- Il ne peut être demandé à M. DUGONNET de travailler plus de 6 jours par semaine conformément aux dispositions de l'article L.221-2 du Code du Travail.

M. DUGONNET pourra choisir les horaires de travail qui lui conviennent en respectant des plages horaires de disponibilité. M. DUGONNET devra être joignable de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures pendant ces jours de travail. [...] En dehors de ces plages horaires, M. DUGONNET pourra utiliser son « droit à la déconnexion » en mettant en veille ses systèmes de communications professionnelles. [...]

## **ARTICLE 8**

M. DUGONNET s'engage, d'une part, à établir des contacts périodiques avec le DSI et d'autre part, à participer aux réunions mensuelles du service.

## **ARTICLE 9**

La société INFOSYSTEME respectera la législation en matière de vie privée.  
En contrepartie M. DUGONNET s'engage à respecter la charte informatique.

## **ARTICLE 10**

M. DUGONNET est tenu à une obligation de réserve et de confidentialité sur l'ensemble des données auxquelles il aura accès et des procédures mises en œuvre.

## ARTICLE 11

Compte tenu de la nature des fonctions exercées par M. DUGONNET et des informations confidentielles dont il dispose, M. DUGONNET s'interdit, en cas de rupture du contrat de travail, pour quelques motifs que ce soit :

- d'entrer au service d'une société concurrente,
- de créer une entreprise concurrente.

Compte tenu des activités de la société INFOSYSTEME, cette interdiction s'appliquera pendant une durée de un an à compter de la date effective de rupture des relations contractuelles, c'est-à-dire à l'issue du préavis si celui-ci est exécuté, ou à la date où M. DUGONNET cessera ses fonctions lorsque celui-ci n'est pas exécuté.

Fait en double exemplaire, à Paris, le 31 janvier 2011

M. ANDRE

M. DUGONNET

## Document 2 TIC : DEGRADATION REGULIERE DU SOLDE

*Depuis 2000, les échanges des produits des technologies de l'information (TIC) baissent tendanciellement. La diminution des exportations est la plus marquée, car la plupart des biens autrefois produits ou assemblés en France le sont maintenant à l'étranger. La Chine devient ainsi le premier fournisseur de la France, avec un tiers des achats de TIC en 2009. Parallèlement, les importations souffrent d'un recul constant de l'alimentation en pièces détachées pour assemblage en France. Au total, le déficit des échanges de TIC se creuse nettement, passant de -5,4 à -13,7 milliards d'euros. En 2009, le repli des échanges a surtout réduit les importations, limitant ainsi le déficit. Un redémarrage des achats de TIC s'amorce néanmoins au dernier trimestre 2009 et creuse à nouveau le déficit en fin d'année.*

Malgré un léger redressement entre 2004 et 2006, les échanges de TIC baissent tendanciellement depuis dix ans. Ce sont les matériels informatiques et les composants et cartes électroniques qui contribuent le plus fortement au recul, ainsi qu'à l'exportation, les matériels et équipements de téléphonie. La diminution des exportations (-9,6 % en moyenne annuelle sur 10 ans) est supérieure à celle des importations (-4,0 %), et contraste avec les taux de +0,4 % et +1,5 % constatés pour l'industrie manufacturière. Le déficit des TIC ne cesse ainsi de se creuser : il passe de -5,4 milliards d'euros en 2000, à -13,7 milliards en 2009, soit le quart du déficit français.

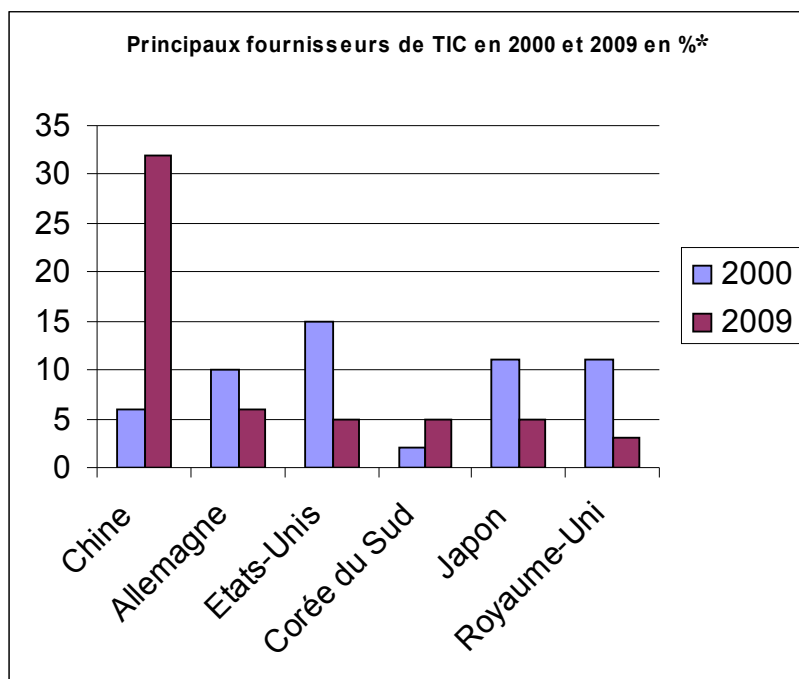
Le net repli des exportations des TIC au cours des dix dernières années renvoie principalement à l'internationalisation croissante de la production. Les biens à faible valeur ajoutée, autrefois produits sur place, le sont maintenant à l'étranger, d'où une chute des exportations depuis le territoire national. Ce déplacement de la production a également une influence marquée sur les importations, en limitant progressivement les flux d'alimentation en pièces électroniques et informatiques pour assemblage en France. En revanche, la demande en produits finis de nouvelles technologies soutient les achats informatiques, de téléphonie mobile et d'électronique grand public.

La diminution des échanges de TIC renvoie également à une baisse globale des prix sur la décennie écoulée. Celle-ci n'est qu'en partie liée à la fragmentation de la production à l'échelle internationale : les gains technologiques, l'élargissement des marchés ou bien encore les politiques marketing sont également à prendre en considération. En fin de période, la montée en gamme de certains produits essentiellement numériques,...) contribue à atténuer ou neutraliser la baisse des prix.

Les échanges de TIC ont nettement fléchi en début d'année 2009, mais leur recul reste néanmoins moins prononcé que celui des autres produits industriels, surtout à l'importation. Un redémarrage s'observe au dernier trimestre. Ainsi, les achats de composants électroniques bénéficient du développement des approvisionnements en cellules photovoltaïques pour la production émergente d'énergie solaire. Les importations de téléphonie mobile connaissent également une fin d'année plus dynamique, avec la généralisation des smartphones. L'attrait des nouveautés technologiques soutient par ailleurs les achats d'écrans plats, de netbooks, ou bien encore d'appareils photo numériques. À l'exportation, la reprise se concentre essentiellement sur les composants électroniques. En moyenne sur l'ensemble de l'année, les ventes de TIC se replient de -18,4 % et les achats de -12,1 %.

Alors que, depuis 2000, les achats de TIC se replient depuis les principaux pays fournisseurs, notamment les États-Unis, le Japon et le Royaume-Uni, ils augmentent fortement depuis la Chine (+15,5 % en moyenne par an entre 2000 et 2009). Avec une part multipliée par plus de cinq depuis dix ans, pour atteindre un tiers des achats de TIC en 2009, ce pays est devenu dès 2003 le premier fournisseur de la France. En 2009, l'Asie dans son ensemble constitue la première zone d'achat des

TIC (53,6 %), devant l'Europe (36 %). Pour les seuls téléphones et équipements de communication, la part de l'Asie est encore plus élevée (61,7 %), avec comme premiers fournisseurs la Chine et la Corée du Sud.



\* Principaux fournisseurs de la France

En 2009, la contraction de l'activité s'accompagne d'une réduction des achats auprès de la Corée du Sud, de l'Irlande, des États-Unis, des Pays-Bas, du Japon ou bien encore de la Finlande et des NEM (Nouveaux États Membres, à l'exception notable de la Slovaquie). Les approvisionnements depuis la Chine, l'Allemagne, le Royaume-Uni ont mieux résisté. La reprise des achats au dernier trimestre profite essentiellement à la Chine, à la Corée du Sud, à la Malaisie, aux NEM, à l'Allemagne et aux Pays-Bas.

Les ventes de TIC s'orientent à la baisse, depuis 2000, vers tous les principaux clients de la France, notamment les grands voisins de l'UE et les États-Unis. En 2009, la contraction s'étend à Singapour, vers lequel les livraisons de composants électroniques étaient jusque là en pleine expansion.

### Les échanges de TIC en 2009

<i>Valeur en millions d'euros</i>	Importations	Exportations
	Valeur 2009	Valeur 2009
<b>Produits des TIC</b>	27 762	14 032
<b>Composants et cartes électroniques</b>	<b>4 440</b>	<b>4 841</b>
<i>Dont photovoltaïques</i>	1 085	294
<b>Ordinateurs et périphériques</b>	<b>9 364</b>	<b>3 727</b>
<i>Dont ordinateurs portables</i>	2 065	264
<b>Téléphones, communication</b>	6 779	3 521
<i>Dont téléphones mobiles</i>	3 482	520
<b>Produits électroniques grand publics</b>	5 912	1 390
<i>Dont téléviseurs à écrans plats</i>	2 262	268
<i>Jeux vidéo</i>	689	80
<b>Optique, photo, supports Cd et DVC</b>	1 267	554
<i>Dont appareils photos numériques</i>	582	63

Direction des douanes et droits indirects – Département des statistiques et études économiques –  
<http://lekiosque.finances.gouv.fr> – Le chiffre du Commerce extérieur - février 2010